

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 19/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAISADOUR - St Lon les Mines**

2400 route de payolle  
40300 Saint-Lon-Les-Mines

Références : -

Code AIOT : 0005201848

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement MAISADOUR - St Lon les Mines implanté 2400 route de payolle 40300 Saint-Lon-les-Mines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'action régionale "Sécheresse", action visant à identifier les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) consommant plus de 10 000 m<sup>3</sup> d'eau par an, toutes matrices confondues (eau de surface, eau de ville, eau souterraine). Pour les exploitants concernés, il est contrôlé le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAISADOUR - St Lon les Mines
- 2400 route de payolle 40300 Saint-Lon-les-Mines
- Code AIOT : 0005201848
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Maisadour est un groupe coopératif agricole du Sud-Ouest, réunissant des milliers d'agriculteurs. Il produit et transforme des semences, céréales, volailles et produits gastronomiques. L'entreprise développe des marques reconnues et s'engage dans une agriculture durable.

Le site Maisadour de Saint-Lon-les-Mines emploie une personne à temps plein ainsi qu'un saisonnier. Il réalise du commerce de gros de maïs destiné à l'alimentation animale. Le site assure la collecte de maïs humide et le stockage d'environ 8 000 tonnes de maïs sec. Chaque jour, une douzaine de camions passent par le site pour l'expédition du maïs.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 1
- Eau de surface
- Eaux souterraines

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est pas soumis à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction d'eau en période de sécheresse. Les zones visitées du site sont propres et bien entretenues.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prescriptions sécheresses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Applicabilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique utiliser de l'eau provenant du réseau d'adduction d'eau potable pour un usage exclusivement sanitaire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet les factures d'eau des deux dernières années.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------